

L'espace médiatique transfrontalier : médias, flux d'informations et pratiques journalistiques

VINCENT GOULET/CHRISTOPH VATTER

La circulation des informations médiatiques entre les différents pays européens est l'une des conditions nécessaires pour permettre une meilleure intégration des États au sein de l'*Union européenne*, une meilleure connaissance des populations entre elles, une démocratisation des prises de décisions politiques et économiques au niveau continental. Plusieurs chercheurs et observateurs ont cependant souligné la faible intensité des échanges médiatiques entre pays de l'*Union européenne*, si bien qu'un « espace public commun » peine à émerger (cf. Marchetti 2004 ; Rouet 2009 ; Dacheux 2004 ; Garcia/Le Torrec 2003). Plutôt que développer un espace médiatique à l'échelle européenne, avec des médias transnationaux, le choix a été fait, en particulier par la *Commission européenne*, de s'appuyer sur les médias nationaux pour délivrer à chaque population une information européenne (cf. Gerhards 2000 ; Wimmel 2006). Il en résulte une certaine segmentation de l'espace public européen et la forte prégnance des cadres nationaux de perception dans l'appréhension des questions européennes.

La situation est-elle semblable dans les espaces frontaliers où une partie de la population fréquente quotidiennement les pays voisins, ce qui pourrait favoriser une approche véritablement transnationale de l'intégration européenne ? Se focaliser sur la Grande Région SaarLorLux, une zone multiculturelle située au croisement des mondes roman et germanique, permet d'observer sur un territoire plus restreint les phénomènes politiques, économiques et culturels qui peuvent expliquer les modes de circulation des informations au-delà des frontières étatiques. Or, à cette échelle également, malgré la proximité géographique et des flux économiques relativement soutenus, on constate une faible circulation des informations. En d'autres termes, malgré l'intégration européenne globale et les coopérations transfrontalières locales intensives – notamment au travers d'un groupement européen de coopération transfrontalière (cf. Clément

et Evrard/Schulz dans cet ouvrage) –, de multiples frontières persistent, qu'elles soient étatiques, linguistiques, culturelles ou sociales.

La faiblesse des interactions entre médias ne rend pas non plus possible d'envisager cet espace « comme un champ » au sens de Pierre Bourdieu (cf. Goulet/Toullec 2013).¹ Pour expliquer la circulation restreinte des informations au niveau transfrontalier, nous situerons les médias et leurs publics dans leurs contextes de façon à comprendre les logiques politiques, économiques et culturelles qui influencent leur production et leur diffusion. A la marge des médias « traditionnels », des espaces et des médias plus adaptés à la circulation transfrontalière des informations apparaissent néanmoins, qui semblent accompagner la constitution progressive d'un « champ politico-culturel du transfrontalier » avec des ressources et règles de fonctionnement spécifiques.

1. Quelques caractéristiques politiques et économiques de la Grande Région SaarLorLux

La Grande Région SaarLorLux institutionnelle, regroupe officiellement cinq entités et se présente comme une « Région Métropolitaine Polycentrique Transfrontalière » de 11,3 millions d'habitants sur 65 400 km² (cf. aussi Evrard/Schulz dans cet ouvrage). En pratique, et pour les acteurs les plus engagés dans la coopération transfrontalière, le « noyau fonctionnel » (Chilla et al. : 73) de la Grande Région SaarLorLux, l'espace SaarLorLux, est plus restreint : il recouvre approximativement la Moselle, l'arrondissement de Briey en Meurthe-et-Moselle, la province du Luxembourg belge, les cantons germanophones de l'est de la Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg, la Sarre et la région de Trèves, soit un espace qui rassemble environ 3,5 millions de personnes (cf. *ibid.*). Si à l'heure de la métropolisation, de la mise en réseaux et des « villes archipels » (cf. Chapuis 2013), la notion de territoire avec des périmètres définis est moins déterminante que par le passé, le non-recouvrement de l'espace fonctionnel SaarLorLux avec la Grande Région institutionnelle brouille la visibilité de cet espace de coopération et en affaiblit le gouvernement : seuls deux partenaires (le Luxembourg et la Sarre) ont l'intégralité de leur territoire dans l'espace SaarLorLux tandis que la Wallonie et la Rhénanie-Palatinat ont leurs centres de décision politique et économique bien éloignés de celle-ci. La Lorraine est dans une position intermédiaire, en attendant la réforme des régions françaises qui va sans doute éloigner les territoires de leur centre de

1 | Pour une présentation générale du concept de champ, cf. Bourdieu 1976 ; pour une approche du champ journalistique, cf. Benson/Neveu 2005. On pourra aussi se référer à une discussion sur la transposition du concept à l'espace médiatique avec Bastin (2003) et Meyen (2013) pour le cas de l'Allemagne.

décision politique.² La multiplicité des institutions de coopérations transfrontalières (cf. Clément dans cet ouvrage), depuis les Eurodistricts au GECT en passant par les réseaux de villes comme *QuattroPole*, emboîtées de façon complexe au gré de l'histoire récente et des intérêts particuliers, ne facilitent guère pour le public comme pour les journalistes la perception d'un espace commun.

Dans ce noyau fonctionnel circulent quotidiennement environ 200 000 travailleurs frontaliers, les flux étant essentiellement tournés vers le Luxembourg et dans une moindre mesure vers la Sarre (cf. Belkacem/Pigeron-Piroth dans cet ouvrage). Des flux de consommation transfrontaliers, souvent motivés par des règles fiscales différentes selon les États, ainsi que des pratiques touristiques et culturelles viennent également animer le cœur de la Grande Région SaarLorLux (cf. Wille dans cet ouvrage). Les pratiques culturelles transfrontalières ont notamment eu un nouvel élan avec les activités autour de *Luxembourg et la Grande Région, capitale européenne de la culture 2007* (cf. Buzy-Christmann 2010 ; Crenn et Sonntag dans cet ouvrage). Ces échanges quotidiens peuvent-ils contrebalancer la faible visibilité institutionnelle de la Grande Région SaarLorLux et favoriser l'émergence du sentiment de partager un espace commun ? Isabelle Bourgeois (2004 : 18 f.) a pu noter qu'il serait contreproductif pour des éditeurs de presse régionaux d'ignorer ces thématiques transfrontalières et que le rapprochement des conditions de vie entre les différentes composantes d'une zone frontalière peut, malgré la barrière de la langue, permettre d'agrandir les lectorats au-delà des seuls « navetteurs ». Toute la question est de savoir si les changements structuraux seront suffisants pour transformer la construction des points de vue médiatiques ou si l'action politique et institutionnelle ne doit pas encourager et accompagner l'émergence d'un espace public commun. En d'autres termes la Grande Région SaarLorLux peut-elle être seulement construite *bottom-up* ou doit-elle aussi faire l'objet d'un accompagnement *top-down* ?

La barrière de la langue, qui ne peut être franchie qu'avec un certain volontarisme, laisserait pencher vers la deuxième option, qui donne une certaine centralité au Grand-Duché. Au Luxembourg, principal centre d'attraction économique de la Grande Région SaarLorLux et ville qui a le statut de capitale européenne, plusieurs langues européennes sont parlées aux côtés du français, de l'allemand et du luxembourgeois, en particulier l'anglais et le portugais. La Sarre, en lançant sa récente *Frankreich-Strategie* (cf. Gouvernement de la Sarre 2014) cherche à renouer avec un bilinguisme qui lui redonnerait une position centrale dans la Grande Région SaarLorLux mais surtout au-delà, dans le cœur des relations franco-allemandes. Mosaïque culturelle, la Grande Région SaarLorLux ne s'est pas

2 | La création d'une Région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne avec pour préfecture de région Strasbourg vient d'être votée par le Parlement à l'heure où nous écrivons ces lignes. Pour la nommer, certains médias parlent de « grande région », ce qui risque d'ajouter à la confusion.

historiquement constituée comme un territoire précis. L'histoire commune est plutôt celle d'une « marche » aux perpétuelles reconfigurations, sujette aux aléas politiques et militaires des grandes puissances européennes. Aujourd'hui, ses contours flous, le découplage entre espace institutionnel et espace fonctionnel, ses recoupements d'échelles, ses rivalités objectives entre « villes centres » (en particulier Luxembourg et Sarrebruck), ne favorisent pas un processus partagé de *B/ordering*. La notion de *B/ordering* désigne un processus

selon lequel des pratiques sociales de différenciation (socio-)spatiale (dans le sens du « bordering »), produisent le codage ou la transcription du « ici » et « là » ou de ce qui est familier ou étranger à quelqu'un, ce qui représente à son tour des ordres symboliques particuliers de la réalité sociale (dans le sens de l'« ordering »). (Houtum/Naerssen 2002 : 126, cité par Wille 2013 : 51)

Dans la Grande Région SaarLorLux, chaque groupe social – navetteurs français, belges ou allemands, résidents du Grand-Duché au pouvoir d'achat important, proches habitants des frontières qui profitent des différentiels de prix, etc. – semble plutôt construire son propre système de démarcations qui peine à s'intégrer dans une représentation unifiée (au moins sur le plan symbolique et conventionnel) de la Grande Région SaarLorLux. Tout ceci a, nous le verrons, des incidences importantes sur les circulations médiatiques qui restent largement calées sur des territoires régionaux et nationaux.

2. Des médias principalement « conteneurs » dans la Grande Région SaarLorLux

Un rapide panorama des principaux médias généralistes de la Grande Région SaarLorLux et de leur contenu montre une forte segmentation de son « espace public ». Pour la clarté de cette contribution, nous commencerons par les médias les plus focalisés sur leur propre zone de diffusion pour aborder ensuite les quelques médias qui prennent des initiatives pour déborder des territoires régionaux.

Les organes de presse qui proposent la couverture la plus exhaustive des événements locaux grâce à un bon maillage du territoire (rédactions locales et réseau de correspondants) restent les journaux payants, appelés en France la PQR, Presse Quotidienne Régionale. Dans les parties allemandes, françaises et belges de la Grande Région SaarLorLux, ces titres sont en situation de quasi-monopole dans leur région. Ils traitent prioritairement de l'actualité locale et régionale concernant leur zone de diffusion, mais aussi de l'actualité nationale du pays auquel ils appartiennent ainsi que de l'actualité internationale, *a priori* du point de vue de leur nation. La couverture des régions et pays voisins est plutôt faible, ils sont exclusivement écrit dans la langue nationale.

<i>Pays</i>	<i>Journal</i>	<i>Tirage</i>
France	<i>Républicain Lorrain</i>	116 000 ex. payés en Moselle et nord de la Meurthe-et-Moselle (2013)
Allemagne	<i>Saarbrücker Zeitung</i>	143 000 ex. (2013)
	<i>Trierischer Volksfreund</i>	90 000 ex. (2013)
Belgique	<i>L'Avenir</i>	100 000 lecteurs pour l'édition Luxembourg belge (2011)
	<i>La Meuse</i>	23 000 lecteurs au Luxembourg belge (2011)
	<i>Le Grenz-Echo</i> (germanophone)	10 000 ex. payés (2011)

Tableau 1 : La presse quotidienne régionale payante dans la Grande Région SaarLor-Lux (sauf Luxembourg)

Le cas du Luxembourg est différent. Ce petit État qui a la taille d'une (petite) région française a trois langues nationales officielles (le français, l'allemand et le luxembourgeois) et une presse nationale largement subventionnée par les pouvoirs publics. Plusieurs quotidiens se partagent le marché qui est structuré selon une logique nationale, avec une forte influence des positionnements politiques et idéologiques que ne connaît pas la presse régionale française ou allemande. Une attention plus grande est donnée aux pays et régions voisins, qui forment en quelque sorte le *Hinterland* du Grand-Duché, mais la logique d'écriture et les thématiques principales en font des titres « de qualité », centrés sur les questions nationales ou internationales (plutôt que transfrontalières).

<i>Éditeur</i>	<i>Journal</i>	<i>Tirage</i>	<i>Langue</i>
Groupe Saint-Paul (actionnaire principal : l'archidiocèse de Luxembourg)	<i>d'Wort</i> (<i>Luxemburger</i> <i>Wort</i>)	70 000 ex. (2010) 178 000 lecteurs (2013)	principalement en allemand
<i>Editpress</i> (actionnaire principal : Confédération Syndicale Indépendante du Luxembourg (OGBL), liée au parti socialiste)	<i>Tageblatt</i>	15 000 ex. en 2010 selon le <i>Centre</i> <i>d'information des</i> <i>médias</i> 55 000 lecteurs	principalement en allemand
	<i>Le Quotidien</i>	4 500 ex. 27 000 lecteurs	en français
	<i>Le Jeudi</i> (hebdomadaire)	11 000 ex. 30 000 lecteurs	en français

Tableau 2 : La presse quotidienne payante au Luxembourg

Les médias audiovisuels régionaux et locaux sont particulièrement dépendants de la « barrière de la langue ». Les télévisions et radios publiques diffusent quasiment exclusivement dans leur langue nationale : *France Bleu* et *France 3 Lorraine* en français, tout comme la *RTBF* en Wallonie, ou le *Belgischer Rundfunk* (BRF) pour la communauté germanophone de Belgique,³ le *Saarländischer Rundfunk* (SR) en allemand dans la Sarre,⁴ de même que le *Südwestrundfunk* dans le Palatinat. Au Luxembourg, une convention lie le groupe *RTL* avec le Grand-Duché pour diffuser une station de radio et une chaîne de télévision en luxembourgeois qui atteignent des audiences cumulées « jour moyen » de 42 % pour *Radio Lëtzebuerg* et de 30 % pour *Télé Lëtzebuerg* (cf. TNS-ILReS Plurimedia 2012). Polyglottes, les Luxembourgeois sont nombreux à regarder les médias des pays voisins mais bien plutôt les chaînes nationales que régionales, principalement *TF1* (16 % d'audience cumulée) ou les chaînes allemandes *RTL-TV* (14 %), *ARD* ou *Pro7* (12,5 % chacune, cf. *ibid.*).

Les radios privées sont essentiellement musicales. Peu orientées vers l'information, elles ne tiennent guère compte de la dimension transfrontalière.

Les médias de la Moselle et de la Sarre ont vécu une histoire mouvementée, faites de rattachements temporaires au pays voisin qui ont aussi laissés des traces dans l'évolution des médias. Ainsi, le *Républicain lorrain*, fondé en 1919, a d'abord paru sous le nom de *Metzer freies Journal* en allemand avant de se donner son nom actuel avec le passage vers la langue française à partir de 1936. Aujourd'hui, ce sont en premier lieu les médias sarrois, qui font écho à leur héritage historique de l'autonomie partielle de la Sarre avec des rapports étroits avec la France après la guerre (cf. Zimmermann/Hudemann/Kuderna 2010 : 11). La loi sur les médias sarrois de 2002 souligne ainsi la mission du SR de promouvoir la collaboration interrégionale et le rapprochement international (cf. *Saarländisches Mediengesetz* : § 15,2) et la *Saarbrücker Zeitung* souligne dans les statuts de la rédaction son engagement pour la coopération franco-allemande et l'intégration européenne (cf. *Saarbrücker Zeitung* s. d.). Outre cette inscription de la dimension transfrontalière dans les textes officiels, c'est surtout la radio-

3 | La BRF coproduit avec *Via Euregio* une émission transfrontalière, mais orientée vers l'Euroregio Meuse-Rhin qui regroupe avec la communauté germanophone ainsi que les provinces de Limbourg et de Liège en Belgique en partie du territoire de la Grande Région SaarLorLux. Cet exemple montre comment, aux marges de la Grande Région SaarLorLux, la dimension interrégionale est en concurrence avec d'autres recoupements territoriaux transfrontaliers ce qui est également le cas en Rhénanie-Palatinat et l'espace de coopération Pamina.

4 | Cependant, on trouve quelques émissions qui s'inscrivent dans une logique interculturelle et transfrontalière, essentiellement dans une perspective franco-allemande, notamment au sein du *Saarländischer Rundfunk* qui cultive ainsi son héritage historique (cf. *Saarländischer Rundfunk* 2011).

télévision publique sarroise qui s'inscrit dans cette tradition et reste un acteur central de la coopération franco-allemande, reflétée également de manière ostentatoire dans sa programmation ainsi que dans des activités connexes comme l'organisation du *Prix Franco-Allemand du Journalisme* (cf. Saarländischer Rundfunk 2011).

Cet héritage se reflète également dans un certain nombre de programmes – à la radio comme à la télévision. A titre d'exemples, on peut nommer l'émission de télévision *SaarLorLüx – Geschichten von nebenan*, un magazine de reportage qui reflète le vécu quotidien dans la Grande Région SaarLorLux et invite les spectateurs aux pratiques transfrontalières culturelles ou touristiques, la longue tradition de présenter la musique française et francophone dans des émissions radio comme *Rendez-Vous Chanson* ou dans des séries de concerts, ou encore les informations bilingues pour enfants *Nachrichten für dich – les infos pour toi* présentées depuis 2010 tous les dimanches sur *SR1 Europawelle* et primées avec le prestigieux *Deutscher Radiopreis* comme meilleure émission d'informations 2014. Ces réalisations de contenus médiatiques véritablement interculturelles montrent comment le *Saarländischer Rundfunk* cherche à continuer de s'imposer comme le médiateur de référence entre les radiotélévisions de service public française et allemande. Dans une brochure faisant état de l'engagement franco-allemand du SR, son Président, Thomas Kleist, souligne : « Cette approche journalistique transfrontalière [franco-allemande] met ainsi en lumière nos ressemblances et nos différences, tout en favorisant les échanges de vues entre collègues et gens de radio ou de télévision au sein de la région SaarLorLux » (*Saarländischer Rundfunk* 2011 : 3). Dans ces propos émerge donc un certain positionnement hiérarchique entre le niveau de coopération interrégional et le niveau de coopération internationale et bilatérale franco-allemande plus prestigieux. On portera donc d'autant plus une attention aux questions frontalières que cela lui permet de décliner de manière concrète le dialogue franco-allemand qui se manifeste également au niveau institutionnel par le *Prix Franco-Allemand du Journalisme* ou encore la *Commission franco-allemande de Radiodiffusion* gérée, du côté allemand, par le SR.

Cette étroite articulation entre le franco-allemand et l'interrégional au niveau institutionnel et médiatique constitue une caractéristique dominante du côté de la Sarre qui se reflète également dans la récente *Frankreich-Strategie* pour laquelle on peut se demander, comment, au niveau médiatique, l'encouragement du bilinguisme franco-allemand va se déployer dans le cadre général de la Grande Région SaarLorLux.

C'est aussi un gage de bonne volonté envers la coopération transfrontalière et les discours sur l'intégration européenne que cherchent à donner le *Républicain Lorrain*, le *Tageblatt* et le *Saarbrücker Zeitung* en coéditant le supplément *Extra*, destiné aux jeunes lecteurs. Depuis 2004 ce mini-journal trimestriel est réalisé en trois langues par une équipe franco-allemande-luxembourgeoise d'élèves et

d'étudiants et il est distribué dans environ 350 000 foyers de la Grande Région SaarLorLux (les abonnés des trois journaux éditeurs). Produit avec le soutien du *Haut Conseil culturel franco-allemand*, de la *Fondation pour la coopération culturelle franco-allemande*, de l'*Office Franco-Allemand de la Jeunesse* et du département de la Moselle, *Extra* s'inscrit également fortement dans une dynamique institutionnelle franco-allemande. Il n'est pas sûr que ce supplément soit particulièrement lu par son public cible, mais il s'agit d'une expérience de rédaction transfrontalière originale qui permet à des jeunes intéressés par le journalisme de faire une première expérience de média interculturel et transfrontalier. En outre, *Extra* permet, dans le contexte scolaire, de décliner le franco-allemand des manuels au niveau régional.

Mais dans l'ensemble du paysage médiatique grand-régional, les aléas historiques et l'héritage franco-allemand semblent avoir laissé peu de traces dans les pratiques actuelles. À part de ces quelques projets « phares », les médias « traditionnels » restent fortement inscrits dans un contexte national ou régional précis et peinent à prendre en compte les publics des pays voisins ou encore les travailleurs frontaliers qui font la navette entre différents pays. On ne trouve que de très rares exemples qui inscrivent le niveau grand-régional dans une pratique quotidienne. Ce n'est que depuis l'automne 2014, par exemple, que la carte météo à la télévision sarroise ne se limite plus aux frontières du Land – une pratique partagée par le journal quotidien gratuit luxembourgeois *L'Essentiel*.

Tandis que le transfrontalier se présente du côté de la Sarre tendanciellement comme une articulation possible du franco-allemand, au Luxembourg, l'autre centre du noyau fonctionnelle de la Grande Région SaarLorLux, on trouve des exemples de médias qui semblent prendre plus en compte une véritable orientation interrégionale. Ces sont de nouveaux médias qui parviennent à saisir entièrement cette nouvelle dimension. Il s'agit principalement de la Presse Quotidienne Gratuite, apparue dans la Grande Région SaarLorLux en 2007, avec *L'Essentiel* (groupe Editpress) et *Point 24* (groupe Saint-Paul). Ces deux titres, luxembourgeois, s'adressent aussi bien aux résidents du Grand-Duché qu'aux *Grenzpender* ou « navetteurs frontaliers ». Plus ouverts sur la Grande Région SaarLorLux, leur surface éditoriale reste néanmoins limitée. De plus, la fragilité du modèle économique du gratuit a conduit *Point 24*, qui était diffusé à 75 000 exemplaires en français et en allemand, à disparaître en décembre 2012. En 2014, seul subsiste *L'Essentiel*, avec 100 000 exemplaires édités exclusivement en français. Ce titre aurait 126 000 lecteurs au Luxembourg et 64 000 en Lorraine et Wallonie mais il cherche actuellement, pour se pérenniser, à conquérir des parts de marché au Grand-Duché (cf. Lamour/Langers 2012 ; Lamour 2014).

Internet est un autre nouveau médium plus propice à une information transfrontalière, avec quelques sites spécialement adressés aux travailleurs frontaliers (p.ex. *lesfrontaliers.lu* et *diegrenzgaenger.lu*), des sites d'informations culturelles subventionnés par les pouvoirs publics et la *Commission européenne*

(p.ex. *plurio.net*, *grrrrr.eu*; ce dernier s'adressant plus particulièrement aux « jeunes ») des versions multilingues en ligne de médias « classiques » luxembourgeois comme *Wort.lu* (en allemand, français, anglais et portugais), *RTL Radio Lëtzebuerg* (en luxembourgeois et français), *L'Essentiel* (en français et en allemand). Nous reviendrons en dernière partie sur ces médias, peu nombreux. En revanche, aucun média régional français, allemand ou belge n'a particulièrement développé du multilingue ou de l'information transfrontalière sur leur site internet.

Ainsi, alors que pour beaucoup d'habitants la vie quotidienne de la Grande Région SaarLorLux est marquée par des pratiques transfrontalières (cf. Wille dans cet ouvrage), les médias rendent plutôt compte de « territoires conteurs », dont ils couvrent l'actualité sans guère de chevauchement, ou encore d'espaces publics particulièrement segmentés. Différents travaux (cf. zur Nieden 2010; Wille 2011, 2012a et 2012b) laissent même à penser que les représentations des voisins ou même des travailleurs frontaliers persistent à être celle d'un « étranger ». L'analyse de l'espace médiatique de la Grande Région SaarLorLux ne peut donc se faire en termes de « champ médiatique » commun, l'utilisation de cet outil conceptuel révélant plutôt les « creux » et les « manques » de l'intégration de la Grande Région SaarLorLux (cf. Goulet/Toullec 2013). Sur plusieurs dimensions (politique, économique, professionnelle et structurelle) qui sont propres au fonctionnement d'un champ, on constate l'existence d'obstacles qui expliquent la difficile circulation transfrontalière des informations dans la Grande Région SaarLorLux.

3. De trop faibles interactions politiques

Comme a pu le confier à un journaliste un homme politique lorraine, « on ne gagne pas les élections avec le transfrontalier » (cf. Toullec, à paraître). Parce qu'elles ne décident pas directement des budgets et ne lèvent pas d'impôts, les institutions de coopération transfrontalières sont des espaces de discussion qui peinent à exister dans la vie quotidienne et l'imaginaire politique de la population. Par exemple, lorsqu'ils rendent compte du *Sommet de la Grande Région* qui a lieu tous les deux ans, les titres de presse régionale moquent généralement le peu de résultats concrets de la coopération frontalière et se bornent à brosser le portrait du nouveau responsable « tournant » de l'« Exécutif » de la Grande Région SaarLorLux. Aucun journal ne se risque à couvrir extensivement l'actualité des multiples commissions et groupes de travail qui animent la coopération transfrontalière.

Dans leur enquête menée dans le cadre du programme de recherche *Infotransfront* (2010–2014; cf. Goulet/Vatter, à paraître), Nicolas Hubé et Martin Baloge ont montré que l'engagement dans le jeu de coopération transfrontalière

n'avait guère de retombées pour les carrières politiques régionales et encore moins nationales :

l'activité parlementaire [aussi bien à Paris qu'à Berlin] étant chronophage et multi-située dans les limites des ressources que peuvent mobiliser les élus, on comprend que certains marchés, au sein desquels les biens mis en compétition sont trop peu mobilisables ou échangeables au sein des autres marchés, soient délaissés. C'est le cas de l'espace transrégional. (Hubé/Baloge, à paraître)

Situé en dehors du parcours politique classique de l'élu-e, qui mène des fonctions locales à un mandat national, l'échelon « transrégional » des institutions de la coopération transfrontalière, particulièrement méconnu du grand public, ne gagne pas à être investi, ce qui affaiblit d'autant le fonctionnement des institutions transfrontalières. Or, pour créer du commun entre population de cultures différentes, des arènes de débat et de décision politiques s'avèrent indispensables où soient véritablement et publiquement discutés les problèmes que vivent au quotidien les habitants de la Grande Région SaarLorLux.

Enfin, de multiples instances de coopérations transfrontalières, plus ou moins imbriquées, sont apparues au fil du temps, qui brouillent la lisibilité de l'action politique. Dans l'espace qui nous préoccupe, « coiffé » par le *GECT Grande Région*, on compte trois réseaux de villes, *QuattroPole* (Luxembourg-Metz-Saarbrücken-Trier), *Tonicités* (Luxembourg-Esch/Alzette-Longwy-Arlon-Metz-Thionville), et *l'EuRegio SaarLorLuxRhin* (une association de droit luxembourgeois qui regroupe 80 communes ou collectivités françaises, belges, luxembourgeoises et allemandes), deux groupements européens de coopération territoriale de tailles très différentes, le programme *INTERREG Grande Région* et *l'Eurodistrict Sarre-Moselle* qui regroupe la Communauté urbaine de Sarrebruck, les deux communautés d'agglomérations de Forbach et de Sarreguemines ainsi que cinq communautés de communes françaises voisines, soit environ 600 000 personnes. La gestion quotidienne du transfrontalier, technique et multi-scalaire, en apparaît d'autant moins visible et lisible pour le grand public.

4. Des logiques économiques qui poussent à la segmentation

La faible circulation des informations médiatiques dans la Grande Région SaarLorLux peut, en plus de son contexte politique peu favorable, être attribué à certains facteurs plutôt d'ordre économique. Ainsi, les frontières nationales et linguistiques constituent des barrières économiques pour les marchés publicitaires. Elles augmentent les coûts de la production de contenus médiatiques et,

dans le contexte d'une population mobile, favorisent l'usage des TIC aux marges bénéficiaires limitées.

Les « barrières linguistiques », c'est-à-dire plus précisément l'usage de langues maternelles différentes, contribuent à organiser le travail des grands annonceurs publicitaires en grandes zones de chalandise compartimentés. Les « grands comptes » (comme l'automobile, l'industrie alimentaire ou plus encore la téléphonie) intègrent les différents médias de la Grande Région Saar-LorLux dans des espaces plus larges, structurés au niveau européen (Benelux, France, espace germanique, etc.), ce qui ne contribue pas à l'émergence d'un marché publicitaire « grand-régional ». Seuls quelques centres commerciaux ou enseignes de meubles situés à proximité des frontières diffusent leurs annonces dans des médias écrits des pays voisins, mais cela reste insuffisant pour animer un marché autonome et de taille suffisante pour accompagner une politique éditoriale transfrontalière.

Les questions transfrontalières sont d'autant plus délaissées par des médias en proie aux difficultés financières que les coûts de reportage sont particulièrement élevés : frais de déplacement, nécessité d'avoir des journalistes bilingues, accès plus difficiles aux sources, temps d'enquête plus longs. Responsables de rédaction ou d'agence de France, d'Allemagne ou Belgique s'accordent à dire qu'ils ont trop peu de moyens pour faire véritablement du journalisme transfrontalier (cf. Prinzing/Blum 2013).

Si un public potentiel pour ces questions existe, il reste encore difficile à toucher et à « monétiser » : les jeunes générations relativement mobiles se sont habituées à « l'information gratuite », les travailleurs frontaliers n'ont pas toujours un intérêt soutenu pour le pays dans lequel ils travaillent (cf. Martin, à paraître ; Wille 2012). L'étroitesse du marché des travailleurs frontaliers a incité par ailleurs la presse gratuite luxembourgeoise à se tourner aussi vers les résidents du Grand-Duché : elle doit désormais concilier une ligne éditoriale axée sur les travailleurs en mobilité et le public urbain luxembourgeois (cf. Lamour 2014). Pour sa part, la presse locale payante imprimée se caractérise selon les études de son public (cf. p. ex. l'étude annuelle *Audipress*) par une grande part de son électorat constituée de personnes âgées, peu mobiles et volontiers focalisées sur « l'hyperlocal ».

5. Des pratiques et cultures journalistiques différentes

Les obstacles à une meilleure circulation des informations dans la Grande Région SaarLorLux ne sont pas seulement politiques et économiques. Chaque pays a ses normes professionnelles particulières, des modes d'enquêtes et de rapport aux sources qui varient considérablement selon les cultures – on peut

ainsi distinguer de véritables « cultures journalistiques » et médiatiques (cf. Hantzsch 2007). Ces différences sont explicables, entre autres, par la diversité des systèmes de formations, des horizons d'attente des publics, des rapports entre personnels journalistiques et politiques, etc. Deux exemples peuvent illustrer ces phénomènes dans la Grande Région SaarLorLux : le traitement des « faits divers » et la façon dont les conférences de presse sont menées de part et d'autre des frontières nationales.

Les faits divers, une rubrique particulièrement importante dans la presse francophone, ne sont pas traités de la même manière dans la presse germanophone : les journalistes luxembourgeois et allemands privilégient les autorités publiques, les communiqués de presse officiels des forces de l'ordre et les informations délivrées par le parquet ; les journalistes français et wallons enquêtent beaucoup plus par eux-mêmes auprès des victimes ou du voisinage et se reposent d'abord sur un réseau informel d'informateurs au sein de la police ou des services de secours. Une analyse de contenu montre également que la presse locale francophone traite les faits divers sur un ton plus vivant, narratif, que la presse locale germanophone qui utilise une prose un peu désincarnée (cf. Goulet, à paraître).

Ces différences dans la forme de présentation de l'information, le style d'écriture ou la mise en image d'un reportage audiovisuel, mais aussi dans les modes de recherche d'information et le rapport aux sources, se reflètent également dans le dispositif des conférences de presse en contexte franco-allemand. Dans les médias locaux et régionaux, la conférence de presse joue un rôle important dans le quotidien des journalistes – notamment pour ceux travaillant dans l'audiovisuel qui a absolument besoin de sons et images originaux. Des journalistes français, allemands et luxembourgeois interviewés dans le cadre du projet de recherche *Infotransfront* confirment cette place importante des conférences de presse dans leur travail, mais témoignent aussi des difficultés et problèmes d'ordre interculturels (cf. Vatter, à paraître). Comme le secteur transfrontalier est caractérisé par un grand nombre d'institutions et d'acteurs de taille et de secteurs très variés – des petites associations et entreprises aux institutions régionales ou nationales –, il faut se méfier de toute généralisation abusive dans ce domaine. On peut cependant, dans les pratiques liées aux conférences de presse, esquisser du côté germanique des tendances vers un modèle de la communication professionnelle marqué par la tradition anglo-saxonne, notamment un style de communication plutôt explicite et direct avec une domination de l'écrit déjà diffusé en amont d'une conférence de presse (le dossier de presse est en général distribué au début de la conférence de presse). Dans le cas d'institutions publiques, la relative transparence observée dans l'ensemble des processus communicationnels autour des conférences de presse reflète l'obligation d'information imposée par la législation allemande vis-à-vis des journalistes. L'accès aux informations s'avère cependant plus difficile du côté français. Ainsi,

déjà, l'existence d'une conférence de presse peut, dans certains cas, être objet d'une communication plus confidentielle diffusée dans un réseau plus restreint auquel un journaliste de l'autre côté de la frontière accède moins facilement. De plus, des compétences linguistiques et interculturelles requises par un journaliste pour participer à une conférence de presse au-delà des frontières, les investissements de temps, et, par conséquent, financiers sont plus importants dans le cas d'une recherche d'information transfrontalière – il suffit de penser à la nécessité de traduction et du doublage pour les reportages radio ou télévision. Malgré certains efforts faits notamment par des acteurs du transfrontalier qui mènent parfois à des formes hybrides reflétant l'interculturalité transfrontalière, le cas des conférences de presse fait preuve de la persistance des frontières linguistiques et culturelles qui entravent l'activité journalistique transfrontalière et, par conséquent, la circulation des informations médiatiques dans la Grande Région SaarLorLux.

Ces deux exemples montrent aussi qu'au-delà des routines de travail qui diffèrent entre pays européens, la « culture médiatique » n'est pas tout à fait la même. Dès lors, pour faire circuler une information au-delà des frontières, une simple traduction ne suffit pas : il faut également opérer une mise en contexte et mener un véritable travail de médiation interculturelle.

6. Absence de structures facilitants la circulation des informations

Pour relever ce défi de l'interculturalité dans la Grande Région SaarLorLux, les moyens et les structures manquent. Il n'existe pas d'agence de presse transfrontalière « grand-régionale », si bien que par souci d'économie, les journaux se rabattent sur les dépêches des agences nationales et mondiales, qui ignorent le cadrage spécifique transfrontalier. Le rédacteur en chef du *Saarbrücker Zeitung* explique par exemple dans un interview (mené par V. Goulet et D. Steinacker le 26 septembre 2012) que pour savoir ce qu'il se passe d'important à Metz, la *Deutsche Presse-Agentur* (DPA) ou l'*Agence France-Presse* (AFP) peuvent suffire. La lecture des titres des pays voisins demande du personnel qualifié et le temps de l'effectuer, la pertinence de la nouvelle tend à s'estomper.

Une association inter-régionale de journalistes, l'*VIPI – Interregionale Presse/ presse interrégionale* a existé de 1993 à 2011. L'VIPI constitue la manifestation concrète de la prise de conscience des journalistes pour la nécessité de telles structures, conscience qui se reflète également au niveau des associations professionnelles comme par exemple dans la charte de la *Landespressekonferenz Saar* (LPK Saar) qui se donne la mission de promouvoir la coopération transfrontalières des journalistes dans la Grande Région SaarLorLux (cf. LPK Saar 2013 : A§1,1). L'objectif de l'VIPI, dont le co-fondateur était également membre

actif de la LPK Saar, était justement de faciliter les contacts entre journalistes des cinq régions, de mettre en commun des ressources informationnelles, de permettre l'émergence de problématiques véritablement transfrontalières (cf. Toullec, à paraître). Financée par des fonds européens *INTERREG*, l'association n'a pas trouvé les soutiens politiques pour être pérennisée. On observe là une contradiction entre le discours volontariste de la coopération transfrontalière et l'absence de soutien à la constitution d'un véritable espace médiatique « grand-régional ». Avec le développement du numérique, chaque entité territoriale tend peut-être à communiquer directement auprès de sa population et électeurs par le truchement de ses sites web et réseaux sociaux, la médiation journalistique devenant pour certains acteurs institutionnels un vecteur parmi d'autres dans une communication globale.

Enfin, l'absence de formation journalistique particulière aux enjeux du transfrontalier se fait sentir. Les formations existantes en Lorraine et en Rhénanie-Palatinat n'ont pas encore de module interculturel et restent largement orientées sur leurs médias régionaux ou nationaux, ce qui est aussi une demande d'un certain nombre d'étudiants, peu à l'aise avec des pratiques médiatiques multilingues. Dans une perspective plus bilatérale, on peut citer le programme de Master professionnel du journalisme *Deutsch-französische Journalistik* du Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ, Strasbourg) et de l'université de Fribourg, exemplaire par sa dimension transfrontalière franco-allemande, mais qui se situe dans un autre espace de coopération transfrontalière, le Rhin Supérieur. En ce qui concerne la Grande Région SaarLorLux, c'est finalement au sein des rédactions luxembourgeoises que l'échange entre les cultures journalistiques semble s'effectuer le plus, confirmant la centralité croissante du Grand-Duché au sein de l'espace « grand-régional ».

7. Vers un « champ du transfrontalier » ?

Les éléments d'analyse ici présentés montrent l'inexistence d'un espace médiatique « grand-régional » qui puisse être considéré « comme un champ » dans le sens bourdieusien, mais ils ne doivent pas pour autant laisser penser à une absence complète de dynamiques frontalières médiatiques dans la Grande Région SaarLorLux. On a vu l'importance prise par la presse quotidienne gratuite luxembourgeoise dans la Grande Région SaarLorLux, la persistance de l'attention des médias publics sarrois pour l'actualité et la culture française, le développement de sites internet multilingues reprenant des thématiques frontalières.

Néanmoins, le moteur principal de ces transformations n'est pas le fonctionnement autonome des médias. Pour en prendre la mesure, il est sans doute utile de renverser la perspective, de cesser de se focaliser sur l'espace spécifiquement journalistique pour appréhender celui, plus large, des acteurs du transfrontalier

ou encore les « entrepreneurs de coopération transfrontalière ». Dans un espace complexe de coopération transfrontalière à l'histoire encore récente, l'approche « médiacentrée » jusqu'alors empruntée, reprise de contextes où le champ médiatique a progressivement conquis une relative autonomie et où les médias se sont fortement institutionnalisés, ne convient pas. Le concept de champ pourrait cependant être appliqué à cet espace social transnational singulier qui rassemble tous les acteurs impliqués dans la construction d'institutions, de territoires ou d'identités transfrontalières et qui cherchent à publiciser leur action.

Ce « champ du transfrontalier » ne se limite pas aux entreprises et institutions mais intègre aussi des individus, comme ces journalistes aux parcours singuliers, qui obtiennent une reconnaissance professionnelle et symbolique dans leur travail de médiation entre plusieurs cultures. Cette étroite imbrication des acteurs médiatiques avec d'autres domaines, notamment la culture, mais aussi l'économie, se manifeste dans des réseaux portés par des personnes fortement engagées pour le rapprochement transfrontalier. Ainsi s'est formé en Sarre un regroupement plutôt informel de journalistes engagés pour la circulation des informations transfrontalière dans la Grande Région SaarLorLux avec d'autres acteurs du transfrontalier qui se retrouvent dans un rythme bimestriel autour d'un *déjeuner franco-allemand* à Sarrebruck ou dans une ville française voisine. Ces rencontres s'inscrivent dans la tradition de l'IPI et permettent de continuer les échanges d'information et la mise en réseau (cf. Toullec, à paraître). Significativement l'accent s'est déplacé ici d'une part de l'espace « grand-régional » à celui des relations franco-allemandes, et de la sphère médiatique vers une orientation transfrontalière plus générale. Il semble cependant que les acteurs trouvent dans ce réseau un champ de reconnaissance et de soutien pour leur activité transfrontalière ce qui en fait un lieu privilégié de la circulation des informations dans la Grande Région SaarLorLux.

L'analyse des dynamiques médiatiques transfrontalières dans la Grande Région SaarLorLux dans le cadre d'un tel champ politico-culturel du transfrontalier permettrait d'articuler et d'étudier relationnellement des individus ou groupes politiques, économiques, associatifs, universitaires, citoyens, qui ont un intérêt objectif à déployer une partie au moins de leurs activités dans un cadre inter-régional et à comprendre les stratégies qu'ils utilisent pour les faire connaître. Les médias et canaux de diffusion institués par ces acteurs ne seraient pas considérés *a priori* comme un « sous-champ » d'un hypothétique « champ médiatique grand-régional » mais comme une manifestation des activités propres du « champ du transfrontalier », un espace social à l'autonomie relative, où chaque acteur est, par définition, multipositionné et poursuit un faisceau d'objectifs plus ou moins compatibles entre eux. Dans cette perspective, il est inutile de rechercher une « pureté » d'intention et d'action des acteurs qui seraient corps et âme engagés dans la « cause transfrontalière » mais de reconnaître leur posi-

tionnement complexe entre champ politique, intérêt institutionnel, contrainte économique, volontarisme culturel.

8. Conclusion

Le médiatique, tout comme la communication, n'existe pas en soi mais est le produit de l'activité d'une société. Dans des champs médiatiques nationaux et régionaux historiquement constitués, des entreprises se sont imposées qui n'ont pas forcément les ressources culturelles et organisationnelles pour rendre compte des préoccupations et de la vie quotidienne particulière d'une petite partie seulement de leurs récepteurs, les travailleurs frontaliers ou la frange de la population qui est plus particulièrement orientée vers les pays voisins. On a pu constater que le marché était insuffisant pour susciter et financer des médias propres à ce nouveau public ou à véritablement prendre en compte leurs attentes. Pourtant, tout un « petit monde du transfrontalier » agit et expérimente pour proposer de nouveaux canaux d'informations et de débat public. Ce « champ du transfrontalier » multiforme et diversifié constitue un terrain de recherche prometteur pour comprendre les logiques et les enjeux pour la création d'un espace public « grand-régional » et pour évaluer la place des acteurs médiatiques dans ce processus.

L'analyse de l'espace médiatique de la Grande Région SaarLorLux nous renvoie pourtant plutôt aux institutions politiques. Il leur incombe de véritablement soutenir ces efforts pour contribuer à l'émergence d'un espace médiatique transfrontalier. L'enjeu est de taille dans la mesure où cela suppose aussi une restructuration de ces institutions politiques dans le sens d'une démocratisation de la coopération transfrontalière, à l'opposé de la « gouvernance » apparemment dépolitisée qui progressivement s'impose dans les discours officiels. Relier le quotidien de la population de la Grande Région SaarLorLux, et en particulier de la fraction qui a intégré cette dimension transnationale dans ses modes de vie, renforcer l'adhésion des citoyens à ce projet transfrontalier nécessitent sans doute de réinventer les modes de désignation et de représentation dans des assemblées qui soient véritablement décisionnaires, c'est-à-dire qui puissent proposer et voter des budgets d'investissement et de fonctionnement. Alors que la voie de l'intégration n'est ni possible (cf. Clément dans cet ouvrage) ni souhaitable (les frontières, leur gestion et leur franchissement faisant justement partie de la culture et des atouts de la Grande Région SaarLorLux), une coopération transfrontalière renforcée s'impose, qui aura nécessairement besoin d'espaces médiatiques où celle-ci sera publiquement discutée. Il reste à inventer ces arènes, où habitants, travailleurs frontaliers, élus locaux des cinq régions pourraient déterminer ensemble les grandes orientations d'une politique non pas commune mais du moins partagée.

9. Bibliographie

- Bastin, Gilles (2003) : Ein Objekt, das sich verweigert : Der Journalismus in der Soziologie Pierre Bourdieus. Dans : *Publizistik* 48 (3), p. 258–273.
- Benson, Rodney/Neveu, Erik (2005) : *Bourdieu and the Journalistic Field*. Cambridge : Polity Press.
- Bourdieu, Pierre (1980) : Quelques propriétés des champs. Dans : Pierre Bourdieu (éd.) : *Questions de sociologie*. Paris : Editions de Minuit, p. 113–120.
- Bourgeois, Isabelle (2004) : Frankreich – Deutschland : zwei Medienlandschaften, zwei Ausbildungssysteme. Dans : Cornelia Frenkel/Heinz-Helmut Lüger/Stefan Woltersdorff (éd.) : *Deutsche und Französische Medien im Wandel*. Landau : Knecht, p. 13–22.
- Buzy-Christmann, Delphine (2010) : La stratégie de communication de « Luxembourg et Grande Région 2007 ». Dans : Gaëlle Crenn/Jean-Luc Deshayes (éd.) : *La construction des territoires en Europe. Luxembourg et Grande Région : Avis de recherches*. Nancy : Presses universitaires de Nancy, p. 187–210.
- Buzy-Christmann, Delphine (2013) : Dispositif de pérennisation de l'information culturelle transfrontalière : le cas de « Luxembourg et Grande Région Capitale européenne de la culture 2007 ». Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : *Champs médiatiques et frontières dans la « Grande Région » SaarLorLux et en Europe*, Sarrebruck : universaar (= Saravi Pontes 1), p. 181–194.
- Chapuis, Jean-Yves (2013) : *Rennes, la ville archipel, La Tour d'Aigues* : Editions de l'Aube.
- Chilla, Tobias/Evrard, Estelle/Schulz, Christian/Decoville, Antoine/Durand, Frédéric/El Maslohi, Anasse/Sohn, Christophe (2010) : *Metroborder. Grenzüberschreitende polyzentrische Metropolregionen*, Luxemburg : ESPON & Université du Luxembourg.
- Dacheux, Eric (éd. ; 2004) : *L'Europe qui se construit. Réflexions sur l'espace public européen*. Saint-Etienne : Presses de l'Université de Saint-Etienne.
- Garcia, Guillaume/Le Torrec, Virginie (éd. ; 2003) : *L'Union européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne*, Paris : Éditions l'Harmattan (= Collection Cahiers politiques).
- Gerhards, Jürgen (2000) : Europäisierung von Ökonomie und Politik und die Trägheit der Entstehung einer europäischen Öffentlichkeit. Dans : Maurizio Bach (éd.) : *Die Europäisierung nationaler Gesellschaften*. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, p. 277–305.
- Goulet, Vincent/Toullec, Bénédicte (2013) : Ce que le concept de « champ journalistique » peut dire de l'espace médiatique transfrontalier de la Grande Région. Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : *Champs médiatiques et frontières dans la « Grande Région » SaarLorLux et en Europe*, Sarrebruck : universaar (= Saravi Pontes 1), p. 81–108.
- Goulet, Vincent (2014) : L'« identité transfrontalière » problématique de la Grande Région SaarLorLux. Dans : Angeliki Koukoutsaki-Monnier (éd.) : *Identités*

- (trans)frontalières au sein et autour de l'espace du Rhin supérieur. Nancy : PUN – Presses universitaires de Lorraine, p. 205–229.
- Gouvernement de la Sarre (2014) : Les grands axes d'une stratégie « France » pour la Sarre, Sarrebruck.
- Saarbrücker Zeitung (s. d.) : Redaktionsstatut. Sarrebruck.
- Hamman, Philippe (à paraître) : Une communication par et pour les frontaliers ? Regards sociologiques sur les périodiques édités par deux collectifs de travailleurs frontaliers autour des frontières françaises de l'est. Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : La circulation internationale des informations médiatiques dans une région frontalière. Le cas de la Grande Région Saar-Lor-Lux/Grenzüberschreitende Informationsflüsse und Medien in der Großregion SaarLorLux. Baden-Baden : Nomos.
- Hanitz, Thomas/Seethaler, Josef (2009) : Journalismuswelten. Ein Vergleich von Journalismuskulturen in 17 Ländern. Dans : Medien & Kommunikationswissenschaft 4, p. 464–483.
- Houtum, Henk van/Naerssen, Ton van (2002) : Bordering, Ordering and Othering. Dans : Journal of Economic and Social Geography 93 (2), p. 125–136.
- Hubé, Nicolas/Baloge, Martin (à paraître) : Nationale Abgeordnete, transregionale Abgeordnete? Mobilisierung und politische Repräsentation der Großregion in der Hauptstadt Berlin und Paris. Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : La circulation internationale des informations médiatiques dans une région frontalière. Le cas de la Grande Région Saar-Lor-Lux/Grenzüberschreitende Informationsflüsse und Medien in der Großregion SaarLorLux. Baden-Baden : Nomos.
- Lamour, Christian (2014) : L'essentiel et le « super-flux ». Mouvements et tremblements dans la civilisation métropolitaine des gratuits sur les marges étatiques et démocratiques de l'Europe. Thèse de doctorat, Université de Lorraine.
- Lamour, Christian/Langers, Jean (2012) : La Presse Quotidienne Gratuite au Luxembourg. Vers un renouveau générationnel et populaire de la presse ? Dans : Cahiers du CEPS/INSTEAD 1.
- LPK Saar – Landespressekonferenz Saar (2013) : Satzung der Landespressekonferenz Saar vom 24. Mai.
- Martin, Corinne (à paraître) : Nutzungsweisen digitaler Medien in der grenzüberschreitenden Mobilität am Beispiel lothringischer Pendler nach Luxemburg. Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : La circulation internationale des informations médiatiques dans une région frontalière. Le cas de la Grande Région Saar-Lor-Lux/Grenzüberschreitende Informationsflüsse und Medien in der Großregion SaarLorLux. Baden-Baden : Nomos.
- Marchetti, Dominique (éd. ; 2004) : En quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Nieden, Peter zur (2010) : Wahrnehmung von Nachbarschaft in der Großregion SaarLorLux durch Bürger und lokale Medien am Beispiel von Quattropole, http://www.quattropole.lu/bilder/Endbericht_01.09.06.pdf [consulté : 31-01-2015].

- Prinzing, Marlis/Blum, Roger (2013) : Transnationale Regionen mit Sprachbarrieren : Wie überwindet der Journalismus die Grenzen ? Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : Champs médiatiques et frontières dans la « Grande Région » SaarLorLux et en Europe, Sarrebruck : universaar (= Saravi Pontes 1), p. 109–122.
- Rouet, Gilles (éd.; 2009) : Les Journalistes et l'Europe. Bruxelles : Bruylant.
- Saarländisches Mediengesetz du 27 février 2002.
- Saarländischer Rundfunk (2011) : Gelebte Nachbarschaft. Frankreich in den SR-Programmen / Le vécu du voisinage. La France dans les programmes du SR, Sarrebruck : SR.
- Toullec, Bénédicte (à paraître) : Vie et mort d'une association transfrontalière de journalistes. Le cas de l'Interregionale Presse / Presse Interrégionale (IPI). Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : La circulation internationale des informations médiatiques dans une région frontalière. Le cas de la Grande Région Saar-Lor-Lux / Grenzüberschreitende Informationsflüsse und Medien in der Großregion SaarLorLux. Baden-Baden : Nomos.
- Vatter, Christoph (à paraître) : Die Pressekonferenz in Deutschland und Frankreich – eine interkulturelle Herausforderung für die grenzüberschreitende Medienkommunikation in Europa? Journalistische Praktiken und Kommunikationsinstrumente am Beispiel der Großregion. Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : La circulation internationale des informations médiatiques dans une région frontalière. Le cas de la Grande Région Saar-Lor-Lux/Grenzüberschreitende Informationsflüsse und Medien in der Großregion SaarLorLux. Baden-Baden : Nomos.
- Wille, Christian (2011) : Cross-Border Workers as Familiar Strangers. Dans : IPSE (éd.) : Doing Identity in Luxembourg. Subjective Appropriations – Institutional Attributions – Socio-Cultural Milieus. Bielefeld : transcript, p. 271–285.
- Wille, Christian (2012a) : Grenzgänger und Räume der Grenze. Raumkonstruktionen in der Großregion SaarLorLux, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang.
- Wille, Christian (2012b) : Nous et les autres. La perception des frontaliers au Luxembourg. Dans : Rachid Belkacem/Isabelle Pigeron-Piroth (éd.) : Le travail frontalier : pratiques, enjeux et perspectives. Nancy : PUN – Presses universitaires de Nancy, p. 151–163.
- Wille, Christian (2013) : « B/Ordering » : Voisinage et arrangement socioterritorial en Grande Région. Dans : Vincent Goulet/Christoph Vatter (éd.) : Champs médiatiques et frontières dans la « Grande Région » SaarLorLux et en Europe, Sarrebruck : universaar (= Saravi Pontes 1), p. 65–80.
- Wimmel, Andreas (2006) : Transnationale Diskurse in Europa. Der Streit um den Türkei-Beitritt in Deutschland, Frankreich und Großbritannien, Francfort-sur-le-Main : Campus (= Staatlichkeit im Wandel 2).
- Zimmermann, Clemens/Hudemann, Rainer/Kuderna, Michael (2010) : Einführung in das Gesamtprojekt. Dans : Clemens Zimmermann/Rainer Hudemann/Michael Kuderna (éd.) : Medienlandschaft Saar von 1945 bis in die

Gegenwart. Vol. 1: Medien zwischen Demokratisierung und Kontrolle (1945–1955). Munich: Odenburg, p. 1–18.